



Sciences

Recherche: des assises sans assise solide

Le gouvernement a promis un débat national d'ici à juin... sans concertation préalable avec les scientifiques.

Par Sylvestre HUET et Marie KOCK

jeudi 12 février 2004

Assises nationales contre états généraux. A moins que cela ne se termine par une fusion ? C'était hier le nouvel épisode du pas de deux entre le mouvement de colère des scientifiques organisé par le collectif Sauvons la recherche qui annonce 44 600 signatures à sa pétition et le gouvernement. Ce dernier, par un communiqué de Claudie Haigneré, la ministre de la Recherche, semblait mardi soir céder à l'une des demandes des chercheurs en convoquant des assises nationales de la recherche, d'ici à la fin juin (lire ci-dessous).

Semblait seulement, puisque Alain Trautmann, le porte-parole du collectif, assurait hier n'avoir été ni prévenu ni consulté avant cette annonce. Du coup, le biologiste a confirmé le lancement des états généraux de la recherche, avec le soutien de l'Académie des sciences et de multiples sociétés savantes. Simple pataquès ? La ministre avait pourtant admis, lors de rencontres avec les chercheurs, qu'ils seraient associés à l'organisation du débat national qu'ils réclament. Promesse qui débouche aujourd'hui sur l'annonce, sans discussion préalable, d'un comité «*d'experts nommés par Matignon*» qui aurait la haute main sur les assises. Le délai très court d'ici à leur tenue montre, selon les chercheurs, que le gouvernement a peur d'un débat ouvert et approfondi. Mais «*soyons constructifs*», proposait Trautmann en posant trois conditions pour fusionner les deux initiatives : «*Que la composition du Comité intègre les représentants du collectif, qu'il détermine vraiment l'organisation des débats et que le gouvernement prenne des mesures d'urgence pour l'embauche de jeunes chercheurs et stopper l'asphyxie financière des organismes de recherche.*»

Ces contre-propositions ont été énoncées lors d'une conférence de presse à laquelle participaient le président de l'Académie des sciences, Etienne-Emile Beaulieu, l'ancien président du CNRS Edouard Brézin, le sociologue Luc Boltanski, le directeur du Gépole d'Evry, Pierre Tambourin, et une brochette d'associations telles que l'ARC, la Ligue nationale contre le cancer, la Fondation pour la recherche médicale, ou Pierre Bergé pour le Sidaction. Leur soutien était attendu. A l'inverse de celui apporté par des PDG de start-up en biotechnologies (Innate Pharma et Hybrigenics), ainsi que celui d'Eric Hayat, de la commission recherche du Medef, venu affirmer que la recherche industrielle comptait beaucoup sur la recherche publique. L'étendue du soutien obtenu par le collectif Sauvons la recherche ne cesse donc de croître, Etienne-Emile Beaulieu mettant tout son poids dans la balance pour négocier une sortie «*de la crise actuelle*» qui dépasse les «*positions politiques*» car «*la croissance dépend de la recherche. Il y a tellement de choses que la science peut amener dans ce monde difficile. Pourtant, nos chercheurs sont malheureux, anxieux. Quand on offre à nos jeunes docteurs des CDD et 2 000 euros par mois, c'est honteux*». Le président de l'Académie des sciences, tout en évitant de prendre de front la ministre, souligne qu'«*il est important qu'il y ait, dans le comité d'organisation des assises, des scientifiques désignés par le gouvernement, mais aussi des scientifiques désignés par le collectif et les organisations syndicales de chercheurs. [...] Le cas échéant, les thèmes seront : les émoluments, la carrière des chercheurs, leur rapport à l'université. Il faut qu'il y ait une plus grande souplesse entre l'enseignement et la recherche. Les chercheurs sont prêts à se mettre en question, mais il faut de l'argent, débloquer les crédits de 2002*».

L'issue du conflit reste indécise. Si l'annonce de Claudie Haigneré entrouvre la porte à un accord éventuel sur le «*débat national*» demandé, deux des trois revendications restent sans réponse : le versement des crédits gelés en 2002 et la réouverture des 550 postes supprimés dans la recherche en 2004. Alain Trautmann a réaffirmé que les directeurs de laboratoires se retrouveront le 9 mars pour mettre en oeuvre la menace de démission collective si le gouvernement ne modifie pas son attitude. «*Nous espérons ne pas avoir à le faire, mais nul ne doit douter de notre détermination*», a-t-il déclaré.

© Libération